

empêcher des subventions croisées abusives. Les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales peuvent spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 20 ~~5 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~, les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales peuvent, afin de faciliter la vérification du respect des obligations de transparence et de non-discrimination, exiger que les documents comptables, y compris les données concernant les recettes provenant de tiers, leur soient fournis si elles en font la demande. Les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales peuvent publier ces informations dans la mesure où elles contribuent à l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel, dans le respect de la réglementation nationale et communautaire ☒ de l'Union ☒ sur la confidentialité des informations commerciales.

↓ nouveau

Article 70

Accès au génie civil

1. Une autorité de régulation nationale peut, au titre de l'article 66, imposer aux opérateurs l'obligation de satisfaire toutes les demandes raisonnables visant à obtenir l'accès au génie civil et à pouvoir utiliser celui-ci, y compris, sans limitation, les bâtiments ou accès aux bâtiments, le câblage des bâtiments, les antennes, les tours et autres constructions de soutènement, les poteaux, les pylônes, les gaines, les conduits, les chambres de visite, les regards de visite et les armoires, lorsque l'analyse de marché indique qu'un refus d'octroi de l'accès ou l'imposition de modalités et conditions déraisonnables pour octroyer l'accès ayant un effet similaire empêcherait l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable et risquerait d'être préjudiciable à l'utilisateur final.

2. Les autorités de régulation nationales peuvent imposer à un opérateur des obligations en matière de fourniture d'accès conformément au présent article, que les actifs touchés par l'obligation fassent ou non partie du marché pertinent d'après l'analyse de marché, à condition que lesdites obligations soient proportionnées et nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 3.

↓ 2002/19/CE (adapté)
⇒ nouveau

Article ~~70~~ 71

Obligations relatives à l'accès à des ressources de réseau spécifiques et à leur utilisation

1. ☒ Uniquement dans le cas où ☒ ~~Les~~ les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales ⇒ concluent que les seules obligations imposées au titre de l'article 70 ne permettraient pas de réaliser les objectifs fixés à l'article 3, elles ⇐ peuvent, conformément aux dispositions de l'article ~~8~~ 66, imposer à des opérateurs l'obligation de satisfaire les demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau spécifiques et à des ressources associées et d'en autoriser l'utilisation, ~~notamment~~ lorsqu'elles considèrent qu'un refus d'octroi de l'accès ou des modalités et conditions déraisonnables ayant un effet similaire empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable ~~ou~~ ☒ et ☒ risqueraient d'être préjudiciables à l'utilisateur final.

Les opérateurs peuvent notamment se voir imposer:

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(a)
amended by Corrigendum, OJ L
241, 10.9.2013, p. 8 (adapté)
⇒ nouveau

a) d'accorder à des tiers l'accès à des éléments et/ou ressources de réseau spécifiques, y compris l'accès à des éléments de réseau qui ~~ne sont pas actifs~~, et/ou l'accès dégroupé à la boucle locale, ~~notamment afin de permettre la sélection et/ou présélection des opérateurs et/ou l'offre de revente de lignes d'abonné;~~

↓ 2002/19/CE

b) de négocier de bonne foi avec les entreprises qui demandent un accès;

c) de ne pas retirer l'accès aux ressources lorsqu'il a déjà été accordé;

~~d) d'offrir des services particuliers en gros en vue de la revente à des tiers;~~

~~de~~ d'accorder un accès ouvert aux interfaces techniques, protocoles ou autres technologies clés qui revêtent une importance essentielle pour l'interopérabilité des services ou des services de réseaux virtuels;

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(b)

~~ef~~ de fournir une possibilité de colocalisation ou d'autres formes de partage des ressources associées;

↓ 2002/19/CE
⇒ nouveau

~~fe~~ de fournir les services spécifiques nécessaires pour garantir aux utilisateurs l'interopérabilité des services de bout en bout, notamment en ce qui concerne les ressources destinées aux ⇒ réseaux émulés par logiciel ⇐ ~~services de réseaux intelligents~~ ou permettant l'itinérance sur les réseaux mobiles;

~~gh~~ de fournir l'accès à des systèmes d'assistance opérationnelle ou à des systèmes logiciels similaires nécessaires pour garantir l'existence d'une concurrence loyale dans la fourniture des services;

~~hi~~ d'interconnecter des réseaux ou des ressources de réseau;

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(c)

~~ij~~ de donner accès à des services associés comme ceux relatifs à l'identité, à l'emplacement et à l'occupation.

↓ 2002/19/CE (adapté)

Les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales peuvent associer à ces obligations des conditions concernant le caractère équitable ou raisonnable et le délai.

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(d)
(adapté)
⇒ nouveau

2. Lorsqu'elles examinent ⇒ l'opportunité d'imposer l'une des ⇐ les obligations
⇒ spécifiques possibles ⇐ visées au paragraphe 1, et en particulier lorsqu'elles évaluent ☒ ,
conformément au principe de proportionnalité, ☒ si ☒ et comment ☒ ces obligations
☒ devraient être imposées ☒ ~~seraient proportionnées aux objectifs énoncés à l'article 8 de la~~
~~directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~, les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒
nationales ⇒ analysent si d'autres formes d'accès aux intrants de gros, que ce soit sur le
même marché ou sur un marché de gros connexe, seraient suffisantes pour remédier au
problème constaté au niveau de détail. L'analyse englobe les offres d'accès commerciales
existantes ou prospectives, la régulation de l'accès en application de l'article 59, ou la
régulation de l'accès, existante ou envisagée, à d'autres intrants de gros en application du
présent article. ⇐ ☒ Les autorités de régulation nationale ☒ prennent notamment en
considération les éléments suivants:

a) la viabilité technique et économique de l'utilisation ou de la mise en place de
ressources concurrentes, compte tenu du rythme auquel le marché évolue et de la
nature et du type d'interconnexion et/ou d'accès concerné, y compris la viabilité
d'autres produits d'accès en amont, tels que l'accès aux gaines;

↓ nouveau

b) l'évolution technologique attendue concernant la conception et la gestion des
réseaux;

↓ 2002/19/CE

~~b)~~ le degré de faisabilité de la fourniture d'accès proposée, compte tenu de la
capacité disponible;

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(e)
⇒ nouveau

~~e)~~ l'investissement initial réalisé par le propriétaire des ressources, en tenant compte
des investissements publics réalisés et des risques inhérents à l'investissement ⇒ ,
avec une attention particulière pour les investissements réalisés dans les réseaux à
très haute capacité et aux niveaux de risque associés à ces derniers ⇐ ;

~~e)~~ la nécessité de préserver la concurrence à long terme, en apportant une attention
particulière à la concurrence économiquement efficace fondée sur les infrastructures
⇒ et à la concurrence durable fondée sur le co-investissement dans les réseaux ⇐ ;

↓ 2002/19/CE

~~e)~~ le cas échéant, les éventuels droits de propriété intellectuelle pertinents;

g) la fourniture de services paneuropéens.

↓ 2009/140/CE Art. 2.8(f)
(adapté)

3. Lorsque les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales imposent à un opérateur l'obligation de fournir un accès conformément aux dispositions du présent article, elles peuvent fixer des conditions techniques ou opérationnelles auxquelles le fournisseur et/ou les bénéficiaires de l'accès doivent satisfaire lorsque cela est nécessaire pour assurer le fonctionnement normal du réseau. L'obligation de respecter des normes ou spécifications techniques particulières doit être compatible avec les normes et spécifications établies conformément à l'article 39 ~~17 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~.

↓ 2002/19/CE

Article ~~13~~ 72

Contrôle des prix et obligations relatives au système de comptabilisation des coûts

↓ 2009/140/CE Art. 2.9 (adapté)
⇒ nouveau

1. Les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales peuvent, conformément aux dispositions de l'article 66~~8~~, imposer des obligations liées à la récupération des coûts et au contrôle des prix, y compris des obligations concernant l'orientation des prix en fonction des coûts et des obligations concernant les systèmes de comptabilisation des coûts, pour la fourniture de types particuliers d'interconnexion et/ou d'accès, lorsqu'une analyse du marché indique que l'opérateur concerné peut, en l'absence de concurrence efficace, maintenir des prix à un niveau excessivement élevé, ou comprimer les prix, au détriment des utilisateurs ~~finaux~~ finaux.

⇒ Pour déterminer si des obligations en matière de contrôle des prix seraient ou non appropriées, les autorités de régulation nationales prennent en considération les intérêts à long terme des utilisateurs finaux liés au déploiement et à la pénétration de réseaux de nouvelle génération, et notamment de réseaux à très haute capacité. En particulier, ⇒ Afin d'encourager l'opérateur à investir notamment dans les réseaux de ~~prochaine~~ ☒ nouvelle ☒ génération, les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales tiennent compte des investissements qu'il a réalisés. ⇒ Dans les cas où les autorités de régulation nationales jugent le contrôle des prix approprié, elles ⇒ ~~et lui~~ permettent ☒ à l'opérateur ☒ une rémunération raisonnable du capital adéquat engagé, compte tenu de tout risque spécifiquement lié à un nouveau projet d'investissement particulier ☒ dans les réseaux ☒.

↓ nouveau

Les autorités de régulation nationales n'imposent pas ou ne maintiennent pas d'obligations au titre du présent article dans les cas où elles établissent qu'il existe une pression démontrable sur les prix de détail et que toute obligation imposée conformément aux articles 67 à 71, y compris notamment tout essai de reproductibilité économique imposé conformément à l'article 68, garantit un accès effectif et non discriminatoire.

Lorsque les autorités de régulation nationales jugent approprié d'imposer un contrôle des prix sur l'accès à des éléments de réseau existants, elles tiennent également compte des avantages